

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC
DIVISION N° : 01 - Montréal
COUR N° : 500-11-038010-092
DOSSIER N° : 41-1296174
BUREAU N° : 906531-1000001

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

**DANS L'AFFAIRE DE LA
PROPOSITION DE :**

6552757 CANADA INC., société légalement
constituée et ayant son siège social au 3200, rue
Guénette, Saint-Laurent, Québec, H4S 2G5

Personne insolvable

– et –

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
(Jean-François Nadon, CA, CIRP, responsable
désigné) ayant une place d'affaires au 1, Place Ville
Marie, bureau 3000, Montréal, Québec, H3B 4T9

Syndic

**RAPPORT DE SURVEILLANCE DU SYNDIC SUR L'ÉTAT DES AFFAIRES ET
DES FINANCES DE LA PERSONNE INSOLVABLE
(sous-alinéa 50.4(7)b)(ii) et paragraphe 50.4(9))**

Je, soussigné, Jean-François Nadon, CA, CIRP, de Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc., syndic agissant en l'affaire : l'avis d'intention de déposer une proposition de **6552757 Canada Inc.** (la « **Société** »), personne insolvable, fait rapport au Tribunal des principales observations relatives aux affaires et aux finances de la personne insolvable dégagées dans le cadre de son obligation de surveillance prévue au sous-alinéa 50.4(7)b)(ii) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

1. Dans le cadre de la préparation de ce rapport, nous nous sommes appuyés sur des informations financières vérifiées et non vérifiées, les registres de la Société, les projections financières préparées par sa direction ainsi que des discussions avec les employés et la direction de la Société. Nous n'avons pas procédé à une vérification, à un examen ou à toute autre forme d'attestation des informations qui nous ont été fournies, et nous n'exprimons pas d'opinion à leur égard. Les projections financières incluses dans ce rapport étant fondées sur les hypothèses retenues par la direction de la Société concernant des événements à venir, les résultats réels différeront des renseignements présentés et les écarts peuvent être importants.

2. La Société a déposé un avis d'intention de faire une proposition le 3 décembre 2009.
3. La Société se spécialise dans le développement, la conception et la livraison de composantes utilisées dans les technologies sans fil à larges bandes en plus d'assurer un service après vente pour ces produits.
4. Le présent rapport aborde les sujets suivants :
 - a. Les activités du Syndic depuis le 3 décembre 2009;
 - b. Les activités de la Société entre le 20 mars et le 7 mai 2010;
 - c. La demande par la Société d'une prorogation de la période de suspension des procédures;
 - d. La recommandation du Syndic.

ACTIVITÉS DU SYNDIC

5. Le 10 décembre 2009, le Syndic a expédié à tous les créanciers connus de la personne insolvable une copie de l'avis d'intention de faire une proposition.
6. L'état de l'évolution prévue de l'encaisse a été préparé par la Société pour la période du 3 décembre 2009 au 19 février 2010 et a été déposé auprès du séquestre officiel en date du 11 décembre 2009, avec le rapport de la personne insolvable et le rapport du Syndic, conformément au paragraphe 50.4(2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.
7. La personne insolvable a déposé une requête en prorogation de délai en vertu du paragraphe 50.4(9) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* le 29 décembre 2009. Ladite requête a été accordée par M^e Pierre Pellerin, registraire, et, par le fait même, le délai pour déposer la proposition concordataire a été prorogé pour une période additionnelle de 41 jours, soit jusqu'au 12 février 2010.
8. La personne insolvable a déposé une deuxième requête en prorogation de délai en vertu du paragraphe 50.4(9) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* le 12 février 2010. Ladite requête a été accordée par M^e Chantal Flamand, registraire, et, par le fait même, le délai pour déposer la proposition concordataire a été prorogé pour une période additionnelle de 45 jours, soit jusqu'au 29 mars 2010.
9. La personne insolvable a déposé une troisième requête en prorogation de délai en vertu du paragraphe 50.4(9) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* le 29 mars 2010. Ladite requête a été accordée par M^e Pierre Pellerin, registraire, et, par le fait même, le délai pour déposer la proposition concordataire a été prorogé pour une période additionnelle de 44 jours, soit jusqu'au 12 mai 2010.

ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

Processus de restructuration et de vente des actifs

10. Au cours des dernières semaines, la Société a poursuivi ses efforts de restructuration et de vente de ses actifs :
 - a. Tel qu'il est mentionné dans notre rapport précédent, à la suite du processus de sollicitation entamé par la Société qui s'est terminé le 5 mars 2010, celle-ci a reçu quatre offres d'achat pour ses actifs. De plus, avant même que le processus de sollicitation ne soit enclenché, la Société avait également déjà reçu une offre visant l'acquisition d'une portion substantielle de ses actifs;

- b. Après l'analyse des différentes offres reçues, la Société a formellement rejeté quatre des cinq offres reçues et a formellement accepté une de ces cinq offres (« **Offre retenue** »);
- c. Aux termes de l'Offre retenue, l'offrant avait jusqu'au 26 mars 2010 pour se déclarer satisfait ou non de son processus de revue diligente;
- d. À la fin de mars 2010, la Société a informé le Syndic que le 25 mars 2010, à la suite de son processus de revue diligente, l'offrant de l'Offre retenue a informé la Société qu'elle ne désirait pas donner suite à l'Offre retenue dans la forme actuelle et désirait apporter des modifications importantes aux prix et conditions de la transaction;
- e. Le 27 avril 2010, devant le retrait de l'Offre retenue, la Société a transmis un avis par courriel aux sociétés ayant déjà soumis une offre, dans le processus de sollicitation, afin de les inviter à soumettre une nouvelle offre comptant et sans conditions;
- f. Le 29 avril 2010, la Société a reçu quatre nouvelles offres visant ses actifs;
- g. Après une analyse, la Société, avec l'assistance du Syndic, a établi qu'aucune de ces nouvelles offres ne permettrait à la Société de rembourser intégralement le créancier garanti de premier rang sur les actifs de la Société, soit la Banque de développement du Canada (« **BDC** »);
- h. Le 5 mai 2010, la Société et le Syndic ont rencontré la BDC afin de leur exposer la situation et de déterminer si la BDC était d'accord à approuver les offres reçues;
- i. Lors de cette rencontre, la BDC a indiqué à la Société que selon ses rapports d'évaluation au dossier, la valeur des actifs mis en vente par la Société pourrait être supérieure aux offres reçues par cette dernière;
- j. La direction de la Société nous a indiqué qu'elle avait conclu avec la BDC qu'un délai additionnel était nécessaire afin que les parties puissent s'entendre sur la vente des actifs de la Société.

Résultats de la Société

- 11. Les résultats réels pour la période du 20 mars au 7 mai 2010 sont décrits à l'annexe A du présent rapport. Le solde d'encaisse indique 5 877 \$ au 7 mai 2010. Les recettes se sont limitées à l'encaissement de comptes clients de 80 010 \$ et à l'encaissement de transferts de fonds de sociétés affiliées de 73 821 \$. Les débours se sont, quant à eux, principalement limités aux paiements des salaires des employés canadiens de 100 483 \$, d'une partie des frais des honoraires professionnels du Syndic et des conseillers juridiques de 50 000 \$, des frais d'honoraires professionnels relativement à des consultants de 9 682 \$, des frais relatifs aux assurances collectives des employés et des dépenses engagées par ceux-ci de 6 636 \$, et d'autres frais divers totalisant 2 150 \$.
- 12. Tel qu'il est mentionné dans notre rapport du 10 février 2010, le bail des locaux occupés par la Société est au nom d'une société affiliée à la Société, et non au nom de la Société elle-même. Cette société affiliée a cessé d'acquiescer les obligations en vertu du bail depuis plusieurs mois. Les actifs de la Société ont été démenagés, avec l'accord du locateur, et demeurent en sûreté dans un nouvel entrepôt dont le loyer est acquitté par une société affiliée à la Société.
- 13. Tel qu'il est mentionné dans notre rapport précédent, la Société fait l'objet d'une réclamation de la part de MM. Rigo et Forbes. Ces derniers prétendent être des employés de la Société et que des

montants de salaire ayant trait à des services rendus après le dépôt de l'avis d'intention, le 3 décembre 2009, demeurent impayés. La Société est en désaccord avec ces prétentions, que ce soit du statut de MM. Rigo et Forbes au sein de la Société, des services effectivement rendus depuis le 3 décembre 2009 et de la valeur pouvant être attribuée à ces services, le cas échéant. Ceci étant dit, la direction de la Société nous a indiqué que les parties sont toujours en discussion afin d'évaluer les différentes possibilités qui s'offrent à elles.

14. Des frais d'honoraires professionnels du Syndic (34 750 \$) et des conseillers juridiques dus et engagés par la Société au cours de la période de sept semaines terminée le 7 mai 2010 sont toujours impayés par la Société. Des ententes verbales sont cependant intervenues entre la Société et les différents fournisseurs de services professionnels.
15. La Société n'a pas payé les factures reçues d'Hydro-Québec pour la période subséquente à la date du dépôt de l'avis d'intention. Le montant dû à Hydro-Québec en date du présent rapport est d'approximativement 39 000 \$. La Société nous a informés qu'elle n'a plus recours aux services d'Hydro-Québec.
16. Les salaires des employés mexicains pour la période du 22 février au 7 mai 2010 n'ont pas été payés par la Société. La Société nous a informés que les employés mexicains ne sont pas des employés de la Société, mais plutôt des employés d'une société affiliée et qu'elle n'a plus besoin de leurs services.
17. Aucun autre retard important n'a été noté en ce qui a trait au respect des paiements se rapportant aux obligations de la Société pour la période subséquente à la date du dépôt de l'avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers.
18. Vous trouverez à l'annexe B, l'état de l'évolution prévue de l'encaisse, révisé par la Société, pour la période du 8 mai au 4 juin 2010.

PROROGATION

19. La Société a signifié au Syndic son intention de procéder à une requête pour une quatrième et dernière extension de délai du dépôt de la proposition à ses créanciers, conformément au paragraphe 50.4(9) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, soit jusqu'au 3 juin 2010, afin de permettre :
 - a. à la BDC, créancier garanti de premier rang sur les actifs de la Société, de compléter son analyse des nouvelles offres et de la valeur des actifs de la Société;
 - b. la négociation d'un acte de vente entre la Société et les acquéreurs potentiels de ses actifs;
 - c. l'élaboration d'une proposition aux créanciers non garantis qui pourraient être financée partiellement par une injection de fonds provenant d'une société affiliée à la Société;
 - d. la tenue de l'assemblée des créanciers, le cas échéant.

RECOMMANDATION

20. À la suite d'un long processus de sollicitation et selon les offres obtenues par la Société, il appert que les montants qui seront générés par la vente des actifs de la Société seront insuffisants pour rembourser intégralement les avances au créancier garanti détenant en apparence une sûreté de premier rang de la Société et, par conséquent, aucune somme ne sera disponible pour les créanciers

chirographaires. Nonobstant ce qui précède, la Société a toujours l'intention de faire une proposition à ses créanciers. La direction et son principal actionnaire regardent présentement la possibilité d'investir certaines sommes dans la Société à partir d'une société affiliée pour ensuite déposer une proposition auprès de ses créanciers. Il est important de mentionner que si la société affiliée ne remettait pas des sommes à la Société, cette dernière sera dans l'impossibilité de faire une proposition viable à ses créanciers chirographaires.

21. Le Syndic est d'avis que sans une prorogation jusqu'au 3 juin 2010, il ne sera pas possible pour la Société de déposer une proposition aux bénéficiaires de ses créanciers.
22. Se fondant sur ses discussions avec les représentants de la Société, le Syndic estime que la Société a agi et continue d'agir de bonne foi et avec diligence.
23. Le Syndic est d'avis, et ce, selon les motifs allégués dans la requête, que les créanciers ne subiront pas de préjudices comparativement à la situation existante au moment du dépôt de l'avis d'intention.

FAIT À MONTRÉAL, le 11 mai 2010.

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
Syndic agissant en l'affaire : la proposition de
6552757 Canada Inc.



Jean-François Nadon, CA, CIRP

Annexe A

6552757 Canada Inc.
Actual vs budgeted cash flow
For the period from March 20, 2010 to May 7, 2010
Unaudited

	<u>Budget (Note 1) (\$)</u>	<u>Actual (Note 1) (\$)</u>	<u>Favorable (Unfavorable) (\$)</u>	
Receipts				
Accounts receivable	-	80 010	80 010	(Note 2)
Other	<u>265 278</u>	<u>73 821</u>	<u>(191 457)</u>	(Note 3)
	265 278	153 831	(111 447)	
Disbursements				
Professionnal fees	122 349	50 000	72 349	(Note 4)
Payroll	100 540	100 483	57	
Facility (Electricity, telephone, other)	42 189	-	42 189	(Note 5)
Consultant	13 399	9 682	3 717	
Employees (Insurance & expenses)	5 958	6 636	(678)	
Other	<u>1 840</u>	<u>2 150</u>	<u>(310)</u>	
	286 275	168 951	117 324	
Projected bank balance variation	(20 997)	(15 120)	5 877	
Bank balance - beginning	<u>20 997</u>	<u>20 997</u>	<u>-</u>	
Bank balance - ending	<u>-</u>	<u>5 877</u>	<u>5 877</u>	

Note 1:

Actual and budgeted results only include receipts and disbursements from March 20, 2010 to May 7, 2010, which represents one week less than the original budgeted results.

Note 2:

Due to increased collection efforts, the company was able to accelerate the collection of some accounts receivable.

Note 3:

Actual transfer of funds from affiliated companies were lower than expected due to the company funds requirement that were also lower than budgeted (due to the collection of accounts receivable that was higher than expected and to the actual disbursements for the period that were lower than expected).

Note 4:

6552757 Canada Inc. did not pay all of the professional fees owed and incurred during the seven weeks period ended May 7th, 2010. However, verbal agreements were made by the company with the various consultants regarding the payment of the professional fees.

Note 5:

Disbursements related to the facility were lower than expected mainly due to the invoices from Hydro Quebec that were received but not paid during the seven weeks period ended May 7th, 2010.

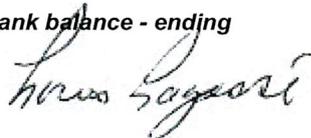
6552757 Canada Inc.
Actual vs Budget
For the seven weeks period ended May 7th, 2010

(Week ending)	Week 1 26-Mar			Week 2 2-Apr			Week 3 9-Apr			Week 4 16-Apr			Week 5 23-Apr			Week 6 30-Apr			Week 7 7-May			Total					
	Actual	Budget	Variance	Actual	Budget	Variance	Actual	Budget	Variance	Actual	Budget	Variance	Actual	Budget	Variance	Actual	Budget	Variance	Actual	Budget	Variance	Actual	Budget	Variance			
Cash receipts																											
Collection of accounts receivable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	80 010	-	80 010	80 010	-	80 010
Other	10 900	113 045	(102 145)	-	16 302	(16 302)	27 000	37 208	(10 208)	-	19 307	(19 307)	-	37 208	(37 208)	-	9 000	(9 000)	35 921	33 208	2 713	-	-	-	73 821	265 278	(191 457)
	<u>10 900</u>	<u>113 045</u>	<u>(102 145)</u>	<u>-</u>	<u>16 302</u>	<u>(16 302)</u>	<u>27 000</u>	<u>37 208</u>	<u>(10 208)</u>	<u>-</u>	<u>19 307</u>	<u>(19 307)</u>	<u>80 010</u>	<u>37 208</u>	<u>(37 208)</u>	<u>-</u>	<u>9 000</u>	<u>(9 000)</u>	<u>35 921</u>	<u>33 208</u>	<u>2 713</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>153 831</u>	<u>265 278</u>	<u>(111 447)</u>
Cash disbursements																											
Employees																											
Payroll	25 135	25 135	-	-	-	-	25 135	25 135	-	-	-	-	25 454	25 135	(319)	-	-	-	24 759	25 135	376	100 483	100 540	57			
Employees - Expenses	389	3 283	2 894	736	-	(736)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 775	-	(1 775)	2 900	3 283	383			
Employees - Insurance	-	1 073	1 073	1 863	1 602	(261)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 873	-	(1 873)	3 736	2 675	(1 061)			
	<u>25 524</u>	<u>29 491</u>	<u>3 967</u>	<u>2 599</u>	<u>1 602</u>	<u>(997)</u>	<u>25 135</u>	<u>25 135</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>25 454</u>	<u>25 135</u>	<u>(319)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>28 407</u>	<u>25 135</u>	<u>(3 272)</u>	<u>107 119</u>	<u>106 498</u>	<u>(621)</u>			
Facility																											
Rent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Telephone & Internet	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 300	3 300	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 300	3 300			
Electricity	-	30 389	30 389	-	-	-	-	-	-	8 500	8 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38 889	38 889			
Other (facility)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
	<u>-</u>	<u>30 389</u>	<u>30 389</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>11 800</u>	<u>11 800</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>			
Other																											
Professional fees (Deloitte)	-	38 849	38 849	-	10 000	10 000	-	3 500	3 500	-	3 500	3 500	25 000	3 500	(21 500)	-	3 500	3 500	-	3 500	3 500	25 000	66 349	41 349			
Professional fees (Fasken Martineau)	-	35 000	35 000	-	3 500	3 500	-	3 500	3 500	-	3 500	3 500	25 000	3 500	(21 500)	-	3 500	3 500	-	3 500	3 500	25 000	56 000	31 000			
BDC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Consultants	-	-	-	-	180	180	4 365	5 073	708	-	-	-	2 190	5 073	2 883	-	2 000	2 000	3 127	1 073	(2 054)	9 682	13 399	3 717			
Other	-	313	313	67	1 020	953	322	-	(322)	-	507	507	1 735	-	(1 735)	-	-	-	26	-	(26)	2 150	1 840	(310)			
	<u>-</u>	<u>74 162</u>	<u>74 162</u>	<u>67</u>	<u>14 700</u>	<u>14 633</u>	<u>4 687</u>	<u>12 073</u>	<u>7 386</u>	<u>-</u>	<u>7 507</u>	<u>7 507</u>	<u>53 925</u>	<u>12 073</u>	<u>(41 852)</u>	<u>-</u>	<u>9 000</u>	<u>9 000</u>	<u>3 153</u>	<u>8 073</u>	<u>4 920</u>	<u>61 832</u>	<u>137 588</u>	<u>75 756</u>			
	<u>25 524</u>	<u>134 042</u>	<u>108 518</u>	<u>2 666</u>	<u>16 302</u>	<u>13 636</u>	<u>29 822</u>	<u>37 208</u>	<u>7 386</u>	<u>-</u>	<u>19 307</u>	<u>19 307</u>	<u>79 379</u>	<u>37 208</u>	<u>(42 171)</u>	<u>-</u>	<u>9 000</u>	<u>9 000</u>	<u>31 560</u>	<u>33 208</u>	<u>1 648</u>	<u>168 951</u>	<u>286 275</u>	<u>117 324</u>			
Variance in cash balance	(14 624)	(20 997)	6 373	(2 666)	-	(2 666)	(2 822)	-	(2 822)	-	-	-	631	-	631	-	-	-	4 361	-	4 361	(15 120)	(20 997)	5 877			
Cash balance (beginning of period)	20 997	20 997	-	6 373	-	6 373	3 707	-	3 707	885	-	885	885	-	885	1 516	-	1 516	1 516	-	1 516	20 997	20 997	-			
Cash balance (end of period)	6 373	-	6 373	3 707	-	3 707	885	-	885	885	-	885	1 516	-	1 516	1 516	-	1 516	5 877	-	5 877	5 877	-	5 877			

Annexe B

6552757 Canada Inc.
Statement of Receipts and Disbursements
For the period from May 8, 2010 to June 4, 2010

	Period from 08/05/10 to 04/06/10
	(\$)
Receipts	
Accounts receivable	-
Other	133,420
	133,420
Disbursements	
Professionnal fees	84,750
Payroll	52,040
Consultant	2,000
Other	507
	139,297
Projected bank balance variation	(5,877)
Bank balance - beginning	5,877
Bank balance - ending	-



Louis Lagassé
President
6552757 Canada Inc.

This statement of projected cash-flow of 6552757 Canada Inc., prepared in accordance with Paragraph 50.4(2) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, should be read in conjunction with the Trustee's Report.

May 11, 2010

Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc.
Trustee acting *in re* the proposal of
6552757 Canada Inc.



Jean-François Nadon, CA, CIRP

6552757 Canada Inc.
Cash flow projection
For the four weeks period ending June 4th, 2010

<i>(Week ending)</i>	Week 1 14-May	Week 2 21-May	Week 3 28-May	Week 4 4-Jun	Total
Cash receipts					
Collection of accounts receivable	-	-	-	-	-
Other	63 873	30 760	5 507	33 280	133 420
	63 873	30 760	5 507	33 280	133 420
Cash disbursements					
Employees					
Payroll	-	24 760	-	27 280	52 040
Employees - Expenses	-	-	-	-	-
Employees - Insurance	-	-	-	-	-
	-	24 760	-	27 280	52 040
Facility					
Rent	-	-	-	-	-
Telephone & Internet	-	-	-	-	-
Electricity	-	-	-	-	-
Other (facility)	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Other					
Professional fees (Deloitte)	34 750	2 500	2 500	2 500	42 250
Professional fees (Fasken Martineau)	35 000	2 500	2 500	2 500	42 500
BDC	-	-	-	-	-
Consultants	-	1 000	-	1 000	2 000
Other	-	-	507	-	507
	69 750	6 000	5 507	6 000	87 257
	69 750	30 760	5 507	33 280	139 297
Variance in cash balance	(5 877)	-	-	-	(5 877)
Cash balance (beginning of period)	5 877	-	-	-	5 877
Cash balance (end of period)	-	-	-	-	-

6552757 CANADA INC.

NOTES TO THE PROJECTED CASH-FLOW STATEMENT

For the period from May 8, 2010 to June 4, 2010

(Unaudited – see the Trustee’s report)

1. PURPOSE OF THE CASH-FLOW PROJECTION

The cash-flow projection was prepared on May 11, 2010, by the company’s management, based on financial information available at that date.

The purpose of this projection is to provide the Official Receiver with future-oriented financial information, in connection with the filing on the Notice of Intention to Make a Proposal to the creditors, in accordance with the terms of the Bankruptcy and Insolvency Act. Readers are cautioned that this information may not be appropriate for other purposes. The company plans to update the future-oriented financial information at the time of the filing of the proposal to the creditors.

The cash-flow projection has been prepared based on assumptions that reflect the company management’s planned courses of action for the period from May 8, 2010 to June 4, 2010, given a set of economic conditions that, in management’s opinion, are the most probable.

Since the projection is based on assumptions regarding future events, actual results will vary from the information presented even if the hypothetical assumptions occur, and the variations may be material.

2. GOING CONCERN

As part of a reorganization plan, the company filed a Notice of Intention to Make a Proposal to its creditors on December 3, 2009, pursuant the provisions of the Bankruptcy and Insolvency Act.

The present cash-flow projection recognizes that the company is a going concern and intends to file a proposal to its creditors.

3. ASSUMPTIONS

Receipts

Other

Transfer of intercompany funds based on funds requirement and availability.

Disbursements

Professional fees

Management estimate based on expenses already incurred as well as the expectations of professional services to be required in the upcoming weeks.

Payroll

Management estimate based on the list of current employees.

Consultant

Management estimates are based on expenses already incurred as well as the expectations of consulting services to be required in the upcoming weeks. Consulting services include information technology services as well as other various consulting services.

Other

Management estimates of bank fees based on previous months expenditures.

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF QUEBEC
DIVISION N°: 01 - Montreal
COURT N°: 500-11-038010-092
ESTATE N°: 41-1296174
OFFICE N°: 906531-1000001

SUPERIOR COURT
Commercial Division

**IN THE MATTER OF THE
PROPOSAL OF:**

6552757 CANADA INC., a legal person, duly incorporated
according to law, and having its head office at 3200,
Guénette Street, Saint-Laurent, Québec, H4S 2G5
Insolvent person

– and –

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
(Jean-François Nadon, CA, CIRP, responsible) having a
place of business at 1 Place Ville-Marie, Suite 3000,
Montréal, Québec H3B 4T9

Trustee

REPORT ON CASH FLOW STATEMENT BY THE PERSON MAKING THE PROPOSAL
(Paragraphs 50(6)(c) and 50.4(2)(c) of the Act)

The management of 6552757 Canada Inc. has developed the assumptions and prepared the attached statement of projected cash-flow of the insolvent person, as of the May 11, 2010, consisting of the period between May 8, 2010 and June 4, 2010.

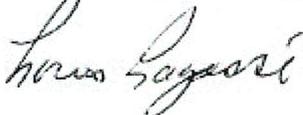
The hypothetical assumptions are reasonable and consistent with the purpose of the projection described in Note 1, and the probable assumptions are suitably supported and consistent with the plans of the insolvent person and provide a reasonable basis for the projection. All such assumptions are disclosed in Note 3.

Since the projections is based on assumptions regarding future events, actual results will vary from the information presented, and the variations may be material.

The projection has been prepared solely for the purpose described in Note 1, using a set of probable and hypothetical assumptions set out in Note 3. Consequently, readers are cautioned that it may not be appropriate for other purposes.

DATED AT MONTREAL, this 11th day
of May 2010.

6552757 CANADA INC.



Louis Lagassé
President

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF QUEBEC
DIVISION No.: 01-Montreal
COURT No.: 500-11-038010-092
ESTATE No.: 41-1296174
OFFICE No.: 906531-1000001

SUPERIOR COURT
Commercial Division

**IN THE MATTER OF THE
PROPOSAL OF:**

6552757 CANADA INC., a legal person, duly
incorporated according to law, having its head office
and principal place of business at 3200 Guénette
Street, Saint-Laurent, Quebec H4S 2G5

Insolvent person

– and –

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
(Jean-François Nadon, CA, CIRP, responsible) having
a place of business at 1 Place Ville-Marie, Suite 3000,
Montreal, Quebec H3B 4T9

Trustee

TRUSTEE'S REPORT ON CASH-FLOW STATEMENT
(Paragraphs 50(6)(b) and 50.4(2)(b) of the Act)

To: Mr. Mark Allan Winkler
Official Receiver
Office of Superintendent of Bankruptcy
Industry Canada
5 Place Ville-Marie, Suite 800
Montreal QC H3B 2G2

The attached statement of projected cash-flow of 6552757 Canada Inc., as of the 11th day of May 2010, consisting of the period beginning on the 8th day of May 2010 and ending on the 4th day of June 2010, has been prepared by the management of the insolvent person for the purpose described in Note 1, using the probable and hypothetical assumptions set out in Note 3.

Our review consisted of inquiries, analytical procedures and discussion related to information supplied to us by the management and employees of the insolvent person. Since hypothetical assumptions need not

.../2

be supported, our procedures with respect to them were limited to evaluating whether they were consistent with the purpose of the projection. We have also reviewed the support provided by management for the probable assumptions and the preparation and presentation of the projection. Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that, in all material respects,

- a) the hypothetical assumptions are not consistent with the purpose of the projection;
- b) as at the date of this report, the probable assumptions developed by management are not suitably supported and consistent with the plans of the insolvent person or do not provide a reasonable basis for the projection, given the hypothetical assumptions; or
- c) the projection does not reflect the probable and hypothetical assumptions.

Since the projection is based on assumptions regarding future events, actual results will vary from the information presented even if the hypothetical assumptions occur, and the variations may be material. Accordingly, we express no assurance as to whether the projection will be achieved.

The projection has been prepared solely for the purpose described in Note 1, and readers are cautioned that it may not be appropriate for other purposes.

DATED AT MONTREAL, this 11th day of
May 2010.

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
Trustee acting *in re* the proposal of
6552757 Canada Inc.



Jean-François Nadon, CA, CIRP